

1

Fiche d'identité de l'espace latino-américain

ÉTAT	Superficie km ²	Population en milliers d'hab ONU 2012/ autres sources	Capitale	PIB 2010 milliards de \$/ PIB par Ht (milliers de \$)	IDH/ rang
Antigua et Barbuda	400	70 000	Saint John's	13 872	0,868/37 ^e
Argentine	2 780 400	41 523 000	Buenos Aires	368,8/9 124	0,797/45 ^e
Bahamas	13 395	310 000	Nassau	6 700/21 728	0,856/40 ^e
Barbade	430	274 000	Bridgetown	13 000	0,889/30 ^e
Belize	22 965	250 000	Belmopan	4 259	0,772/71 ^e
Bolivie	1 098 600	10 364 000	La Paz	19,6/1 979	0,663/108 ^e
Brésil	8 547 400	198 683 000	Brasilia	2 088/10 710	0,718/84 ^e
Chili	756 950	17 454 000	Santiago	212,7/12 431	0,805/44 ^e
Colombie	1 138 910	47 555 000	Bogota	288/6 225	0,71/87 ^e
Costa Rica	51 100	4 769 000	San Jose	35,8/7 691	0,74/69 ^e
Cuba	110 860	11 258 000	La Havane	5 500	0,76/51 ^e
Dominique	800	80 000	Roseau	5 329	0,814/57 ^e
Équateur	283 560	14 078 000	Quito	57,9/4 008	0,72/83 ^e
Grenade	300	109 000	Saint George's	13 300	0,75/60 ^e
Guatemala	108 990	15 090 000	Guatemala City	41,2/2 862	0,57/131 ^e
Guyana	214 970	760 000	Georgetown	1 558	0,772/71 ^e
Haiti	27 750	10 418 000	Port-au-Prince	6,7/6 71	0,45/158 ^e
Honduras	112 100	7 927 000	Tegucigalpa	15,4/2 026	0,63/121 ^e
Jamaïque	11 000	2 720 000	Kingstown	4 397	0,766/76 ^e
Mexique	1 958 200	112 777 000	Mexico	1 035/9 123	0,77/57 ^e
Nicaragua	124 494	5 970 000	Managua	6,5/1 132	0,59/129 ^e
Panama	75 520	3 616 000	Panama City	26,7/7 589	0,77/58 ^e
Paraguay	406 752	6 680 000	Asunción	18,3/2 840	0,66/107 ^e
Pérou	1 285 220	30 174 000	Lima	157/10 956	0,72/80 ^e
Rép. dominicaine	48 730	10 151 000	Santo Domingo	51,8/5 215	0,69/98 ^e
Saint Kitts et Nevis	400	50 800		8,7/8 200	0,735
Sainte-Lucie	610	140 000		5 777	0,821/54 ^e
Salvador	21 040	6 262 000	San Salvador	21,2/3 426	0,67/105 ^e
Surinam	163 265	430 000	Paramaribo	5 819	0,769/74 ^e
Trinidad et Tobago	5 130	1 350 000	Port of Spain	22,1/20 300	0,76
Uruguay	176 220	3 394 000	Montevideo	40,2/11 996	0,78/48 ^e
Venezuela	910 050	29 954 000	Caracas	392/13 590	0,73

Préface

En consacrant ce volume à l'Amérique latine, la collection d'ouvrages géopolitiques lancée par Ellipses offre aux étudiants et aux lecteurs intéressés par cette région du monde un livre de grande utilité. Il tombe en effet à point nommé car cette région, longtemps associée à l'instabilité économique et politique, aux mouvements révolutionnaires et aux dictatures militaires, a connu au cours des dernières décennies des transformations considérables qui remettent en cause de nombreux clichés et idées reçues.

Suivant des modalités et des rythmes divers, les transitions démocratiques amorcées dans les années 1980 ont débouché sur des progrès incontestables sur les plans de la participation populaire et du renforcement de la citoyenneté. La démocratie s'est enracinée en Amérique latine mais reste largement perfectible : dans plusieurs pays de la région la pénétration des États par des mafias, souvent liées au narcotraffic, a un effet délétère sur la vie sociale et politique. Parallèlement, des processus sociopolitiques novateurs ont vu le jour dans les années 2000 et de nouveaux leaders – souvent très charismatiques et non issus des classes dirigeantes traditionnelles – tels que Lula au Brésil, Chávez au Venezuela ou Morales en Bolivie ont émergé.

Après les performances médiocres, les crises et les déceptions suscitées par les politiques de libéralisation commerciale et financière tous azimuts des années 1980 et 1990, sur le plan économique l'Amérique latine a connu, depuis le début du XXI^e siècle, un cycle de forte croissance. Considérée désormais comme une région « émergente » à part entière, les progrès sur le plan de la modernisation économique que l'Amérique latine a expérimenté sont allés de pair avec une amélioration considérable de la capacité de gestion macroéconomique qui a permis une bonne résistance face à la crise économique internationale ouverte en 2007-2008. La récente phase de prospérité reste largement tributaire de l'essor des exportations des produits de base – associé à l'accroissement de la demande chinoise –, ce qui a relancé les discussions sur les « bienfaits » ou la « malédiction » des matières premières, même si l'on constate une grande diversité de trajectoires économiques nationales. Dans le cas des pays d'Amérique du Sud les exportations sont en effet constituées majoritairement par des produits primaires ou fondées sur un faible degré d'élaboration à partir des ressources naturelles, tandis que le Mexique et les pays de l'Amérique centrale et les Caraïbes, plus liés à l'économie américaine, participent, à travers des zones franches d'exportation et/ou autres formes de *maquiladoras*, dans des chaînes de production où ils valorisent le faible coût relatif de la main-d'œuvre et bénéficient des transferts des immigrés. Mais tous, à des degrés divers, doivent faire face à défis de taille – relever les taux d'épargne et d'investissement, renforcer l'innovation et la diversification productive... – dans un environnement international risqué et incertain.

Alors que l'influence des États-Unis s'est amenuisée, l'insertion internationale de la région, de plus en plus orientée vers le Pacifique, exerce une influence croissante sur les processus d'intégration régionale. Ceux-ci, qui montrent des résultats plutôt pauvres sur le plan économique, ont donné lieu à de nouvelles instances de coopération et de concertation (UNASUR, CELAC...) et ce malgré les orientations parfois divergentes voire contradictoires des gouvernements de la zone sur le plan politique.

Par ailleurs, les mutations intervenues au niveau social pèsent et pèseront fortement sur les évolutions politiques. Les succès économiques engrangés par les principaux pays latino-américains une fois dépassée la grave crise argentine de 2001-2002 sont allés de pair avec la mise en place de politiques sociales plus affirmées et une réduction de la pauvreté. L'expansion économique a aussi favorisé la constitution ou la reconstitution des classes moyennes qui sont porteuses de nouvelles demandes dans un cadre caractérisé par la persistance de fortes inégalités de revenus et d'opportunités. C'est en tenant compte de ces évolutions que l'on peut comprendre la nature et la portée des mouvements de protestation qui ont eu lieu récemment dans divers pays de la région, et tout particulièrement au Brésil en juin 2013. Les enjeux de ces mouvements sont multiples. Dans le cas du Brésil, ils posent, entre autres, la question du retard en matière d'infrastructures, notamment dans les grandes villes, et celle du degré de cohésion sociale qui doit accompagner l'émergence d'un pays-continent qui cherche à consolider son rôle d'acteur global sur la scène internationale. Et plus généralement, ce type de contestation constitue une critique sans ambages à l'égard de l'insuffisante capacité des États – souvent handicapés par une faible pression fiscale – à mettre en place des politiques publiques efficaces.

Pour saisir la complexité de ces évolutions et identifier les traits marquants des transformations en cours, l'approche privilégiée par Gérard Fabre est pour l'essentiel historique et géographique, tout en ayant recours à la science politique, à l'économie, ou aux relations internationales.

On retrouve ainsi, outre une incontournable mise en perspective historique – la période pré-colombienne, la conquête par les puissances coloniales espagnole et portugaise, l'ordre colonial, les luttes pour l'indépendance, l'affirmation des nouvelles nations pendant le XIX^e siècle, les luttes idéologiques et politiques ainsi que les guerres civiles et les révoltes du XX^e siècle... –, des documents et des fiches abordant une grande variété de sujets : la question du positionnement de la région dans la mondialisation à travers notamment l'analyse de sa place dans les échanges internationaux et des « *multilatinas* » qui sont à la tête du mouvement d'internationalisation des firmes latino-américaines, les mégapoles et les villes durables, l'aménagement et maîtrise des territoires, l'insécurité, le tourisme, le cinéma, l'expression médiatique et audiovisuelle... Deux enjeux clés pour le développement de la région sont aussi traités et méritent d'être soulignés : les défis en matière de formation et de recherche et la gestion des ressources naturelles abondantes dont elle dispose en rapport avec la question environnementale. En somme, des éclairages indispensables apportés par ce livre qui contribuera à mieux comprendre l'« extrême occident » qu'est cette région caractérisée par une grande proximité historique et culturelle vis-à-vis de l'Europe.

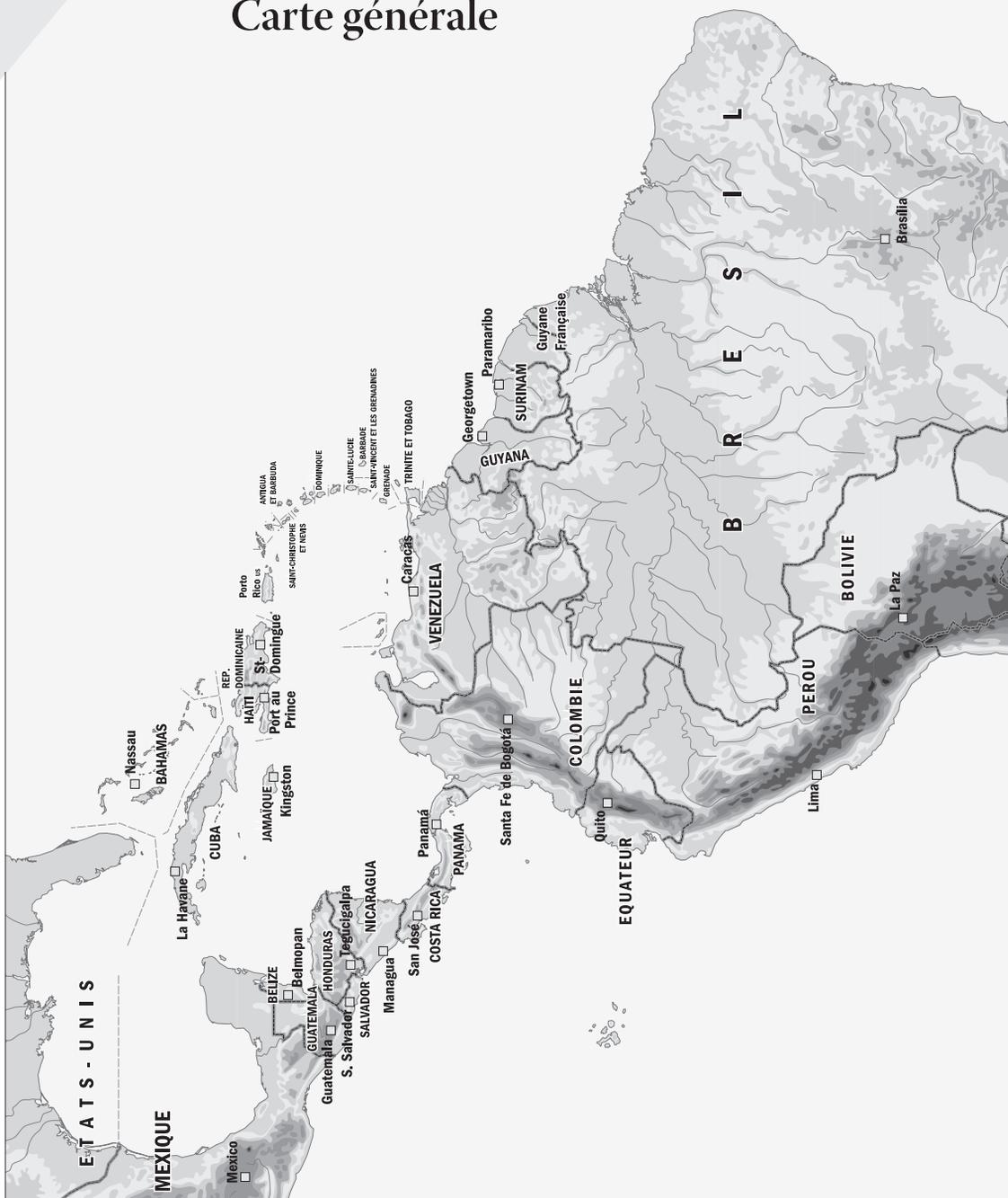
Carlos Quenan
Vice-président de l'Institut des Amériques

Territoires non indépendants en Amérique latine	Superficie	Population	PIB 2004 milliards de \$	PIB par hab. (milliers de \$)
Antilles néerl.	800	220 000	2 645	1 289
Aruba PB	190	97 000	1 889	19 884
Caimans Turcs Caïcos	700	5 000	2 065	
Guadeloupe	1 700	440 000	7 806	18 050
Guyane	83 500	175 000	2 687	15 839
Îles Vierges	880	120 000	2 800	29 000
Martinique	1 100	390 000	7 768	20 065
Puerto Rico	9 100	3 800 000	55 028	14 330

ÉTAT	Dépenses de santé 2010 en \$	Dépenses d'éducation du PIB en 2011 en %	Indice de fécondité 2011	Taux d'urbanisation 2011 en %	Flux d'IDE 2010 en millions de \$
Argentine	742	6	2,2	92	7 060
Bahamas	1 735	4	1,9	84	872
Barbade	1 003	7,9	1,6	55	669
Belize	239	6,1	2,8	45	96,5
Bolivie	97	6,3*	3,3	67	622
Brésil	990	5,7	1,8	85	48 500
Chili	947	4,5	2,1	89	15 010
Colombie	472	4,8	2,1	75	6 900
Costa Rica	811	6,3	1,8	65	1 470
Cuba	607	12,9	1,5	75	85
Dominique	419	3,6	2,1	67	24
Équateur	328	1*	2,4	67	167
Grenade	439	4,9	2,2	39	60,2
Guatemala	196	3	3,9	50	881
Guyana	180	3	2,2	28	270
Haïti	46	1,4*	3,3	53	150
Honduras	137	3,8*	3,1	52	797,5
Jamaïque	247	6,1	2,3	52	227,7
Mexique	604	5,3	2,3	78	20 208
Nicaragua	103	3,8	2,6	58	508
Panama	616	3,5	2,5	75	2 350
Paraguay	163	4	2,9	62	347
Pérou	269	2,7	2,5	77	7 330
Porto Rico	-	-	1,7	99	-
Rép. dominicaine	323	2,2	2,5	70	1 626
Saint Kitts et Nevis	669	4,5	1,8	32	121
Sainte Lucie	465	4,7	2	18	110
Salvador	-	3,6*	2,1	60	-
Surinam	492	-	2,3	70	< 0
Trinidad et Tobago	861	-	1,6	14	549,5
Uruguay	998	2,9*	2	93	1 627
Venezuela	663	3,7	2,5	94	1 210

*Données de la Banque mondiale, sauf * avec mesures de 2006.

Carte générale





3

La rupture coloniale et ses conséquences

PROBLÉMATIQUE

- ‡ **Que furent en Amérique du Sud les conditions d'implantation des peuples, de leur fonctionnement et de leur vie relationnelle ?**

GLOSSAIRE

Criollos : nom donné aux fils d'Espagnols nés dans le Nouveau Monde.

OEA : Organisation des États américains née en avril 1948 pour la défense de la démocratie.

1. ÉTENDUE DES TEMPS PRÉCOLOMBIENS

À part quelques codex, la conquête a effacé de multiples traces mais les recherches des archéologues et anthropologues ont permis de retrouver une partie de « l'Histoire de l'Amérique avant l'Amérique ».

Une longue phase de peuplement de -20 000 à environ -4500 concerne des centaines de groupes s'exprimant en plus de 1 500 langues. Ils ont vécu plus ou moins durablement dans des modes d'exploitation d'écosystèmes fragiles.

Les premières cultures techniques (trois millénaires avant notre ère) révèlent l'artisanat potier et métallurgique, le tissage étant plus tardif (-400 à 1100). Les Mayas furent à leur apogée aux VII^e et VIII^e siècles dans le regroupement de cités-États (Palenque, Chichen-Itza, Copan).

Au premier millénaire de notre ère naissent de grands empires, tel l'Empire inca développé sur 4 000 km sur la bande côtière entre Pacifique et Andes. Ces civilisations furent écrasées par la colonisation. Dans les patrimoines des pays, un héritage monumental imposant rappelle ces temps : pyramides, temples et sites fondateurs : Tenochtitlan, Machu-Pichu...

2. À PARTIR DE LA CONQUÊTE

Lancée *via* la porte d'entrée des Caraïbes, elle fut réalisée avec des moyens modestes en quête du passage vers le Pacifique et l'Eldorado. Presque tout le continent sud-américain est tombé aux mains des Espagnols et des Portugais, à l'exception de la Patagonie. Ce nouveau monde fut partagé au traité de Tordesillas en 1494.

L'ordre colonial en trois siècles a fortement marqué l'espace avec des territoires valorisés tels les ports. Il a façonné les relations sociales (esclavage) et les cultures (latinisation et christianisation). Les populations passèrent de 75 millions à 3,5 millions, victimes de la guerre, de la servilité et du choc épidémiologique. Le triangle commercial entre Europe, Afrique et Amérique s'est structuré en faveur du monde européen. Sur place, l'utopie jésuite avec les installations de « réductions » (missions) est un des rares exemples de protection accordée aux indigènes (les Indiens furent reconnus « êtres humains » en 1537) dont il ne reste que des ruines, de la musique et quelques étranges sculptures.

3. AU DÉBUT DU XIX^e SIÈCLE

L'effondrement de la puissance espagnole en Europe entraîna la perte des colonies mais l'indépendance n'apporta aux « **criollos** » ni la paix ni la démocratie. Les terres espagnoles ont connu la guerre, avec des batailles symboliques comme Boyacá en Colombie (août 1819). Le mouvement d'émancipation ne fut pas unanime et la société fut divisée par des épisodes de conflit civil au nom du libéralisme (Argentine ou Venezuela), du fédéralisme face à la centralisation, des motifs religieux au Pérou et déjà contre une domination par les Américains du Nord (Équateur, Bolivie).

Le sous-continent a été morcelé en unités peu peuplées et affaiblies par la guerre. Ceci a permis à des chefs locaux aux troupes irrégulières de parvenir au pouvoir : les *caudillos*.

Seul le domaine portugais devenu le Brésil a acquis l'indépendance sans conflit.

4. DEPUIS LES INDÉPENDANCES

Les États sont restés pauvres malgré les ressources primaires : cacao d'Équateur, café au Brésil, troupeaux argentins et uruguayens, minerais boliviens et chiliens. Et si à la fin du XIX^e siècle certains gouvernements ont voulu moderniser la société et les structures économiques, ils ont dû faire face à des résistances locales (jacqueries paysannes) ou même été dépassés par des mouvements révolutionnaires (Mexique).

L'Amérique latine a été considérée par rapport aux États riches comme le fut l'Afrique par rapport à l'Europe : moindre développement, terre d'accueil pour des populations jeunes et pauvres d'Europe et surtout réserve pour des économies dominantes, investissant selon leurs propres intérêts tels les États-Unis avec leurs compagnies bananières en Amérique centrale. En raison de ces relations, le poids de la crise de 1929 des pays riches a sérieusement affecté les économies.

À partir de 1914, avec l'ouverture du canal de Panama, l'emprise des États-Unis s'est renforcée sur l'ensemble latino-américain, au-delà de leur influence habituelle sur les Caraïbes et l'isthme centraméricain. C'est sur un vaste ensemble qu'ils ont cherché à conserver leur contrôle après la Seconde Guerre mondiale (naissance de l'UEA) puis surtout lors de la guerre froide dont l'épisode des fusées de Cuba en octobre 1962 fut l'acmé.

Alors que les pays d'Amérique latine sont engagés dans la mondialisation, y trouvant une voie de changements, demeure le défi de l'intégration régionale, reprenant le rêve bolivarien d'affirmation dans l'unité. Mais l'instabilité chronique, les inégalités sociales accusées, le manque de travail pèsent dans un ensemble à forte part de population jeune. Il faut renforcer l'unité régionale et l'entente politique pour sortir ces pays des situations de dépendance malgré les réussites apparentes d'affirmation comme celle du Brésil.

AXES ESSENTIELS

- ➔ *Les phases d'occupation et de contrôle de vastes étendues d'Amérique du Sud sont marquées par la diversité des peuples y ayant contribué mais surtout par le mode déstructurant et violent des guerres pour la domination, tout particulièrement avec la conquête européenne.*